

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 OCTOBRE 1919.

Projet de loi sur la restauration des régions dévastées (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. COLAERT.

MESSIEURS,

Le projet de loi n'est pas, dans ses grandes lignes, ce que l'opinion publique en attendait. Il y a beaucoup de bon, a dit la première Section, visant surtout l'effort fait pour le remembrement. Mais, dit la même Section, le projet porte une atteinte évidente à la propriété privée. Elle doute de sa constitutionnalité et demande à la Section centrale, de veiller à ce que les principes constitutionnels soient observés.

Déblayons tout d'abord le terrain juridique de l'objection constitutionnelle. Le projet de loi se base sur le droit de *réquisition* : « Accordé, dit-il, aux » administrations communales par la loi du 10 juillet 1791, il a été main- » tenu en vigueur sous le régime de la constitution belge; la loi du 14 » août 1887 a reconnu ce même droit à l'État et en a réglé l'exercice. » Comme d'autre part, l'article 2 de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, qui a » reconnu aux Belges le droit à la réparation des dommages résultant des » faits de la guerre en Belgique, stipule que l'organisation, les modalités et » l'étendue de ce droit seront réglées par la loi, celle-ci peut subordonner » à des conditions qu'elle détermine, l'octroi de l'indemnité réparatrice, » comme elle peut en arrêter les modalités. »

(1) Projet de loi, n° 262.

(2) La Section centrale, présidée par M. TIBBAUT, était composée de MM. STANDAERT, MAES, COLAERT, NOLF, ROSSEEUW et MAHIEU.

Nul doute que la loi puisse stipuler que l'organisation, les modalités et l'étendue du droit à la réparation seront réglées par la loi. L'article 11 de la constitution le dit en termes équivalents. Mais en est-il de même de la réquisition ? Est-il exact de dire, avec l'exposé des motifs, que les lois de 1790 et 1887 reconnaissent à l'État le droit de réquisition dans notre cas ? ⁽¹⁾

Un membre de la Section centrale a vivement critiqué ce prétendu droit en alléguant, non sans raison, que ces lois sont relatives exclusivement aux réquisitions en matière militaire et que partant elles ne peuvent plus être invoquées aujourd'hui. L'article 11 de la Constitution est donc applicable ici comme en toutes matières. Or cet article porte que « nul ne peut être privé de sa propriété que moyennant une juste et *préalable* indemnité ».

L'exposé des motifs semble vouloir écarter le scrupule constitutionnel en disant que « le projet part de ce principe que le propriétaire de la terre » ravagée est totalement indemnisé du dommage, soit par l'attribution de » la valeur de cette terre au 1^{er} août 1914, soit par la restitution de celle-ci » en état de culture, soit par la cession d'une terre de culture et de valeur » équivalentes ».

Si le propriétaire avait le choix absolu entre ces trois modes d'être indemnisé, on pourrait dire, sans hésitation, que l'indemnité est *juste*. Nous espérons que le Gouvernement se ralliera à un amendement conçu en ce sens et qui sera formulé plus loin. Mais la Section centrale ne peut admettre aucun mode de réparation des dommages basé sur la valeur *actuelle* de la terre. Elle écarte aussi toute idée de réquisition.

La valeur actuelle, dans bien des cas si non dans tous, sera nulle ou de loin inférieure à celle qu'avait la terre avant la guerre. Même mises en valeur les terres situées dans les régions dont les périmètres seront déterminés par le Roi, auront sensiblement diminué de valeur. A ce propos un membre de la Section centrale a cité des exemples frappants de terres cultivées après extraction des produits du sous-sol. De longues années de culture n'ont point suffi pour leur rendre leur fécondité et leur valeur d'autrefois. Il en sera de même, à plus forte raison, des terres situées dans le rayon des périmètres visés, où les obus et surtout les tranchées ont bouleversé le sol de fond en comble.

L'article 6 du projet dit qu'il est payé par l'État, aux propriétaires des terres occupées, une indemnité de 5 % de la valeur *actuelle* attribuée à ces terres. Il s'agit de terres occupées sur réquisition de l'État, en vertu de l'article 5 du projet de loi. Mais, encore une fois, cette valeur sera nulle ou

(1) L'article 7, titre IV, du décret du 10 juillet 1791, dit : « Toutes les fois qu'un terrain » appartenant à une municipalité ou à quelque particulier sera nécessaire pour un établis- » sement militaire, le Département de la Guerre fera l'acquisition de gré à gré, et dans le » cas où le propriétaire refuserait de céder la propriété, les directoires des corps adminis- » tratifs seront consultés et chargés de l'estimation de l'objet demandé. »

La loi de 1887 n'est pas moins formelle.

à peu près, et il sera vrai de dire, une fois de plus, que le propriétaire sera frustré. Il n'aura ni indemnité *juste* ni indemnité *préalable*.

Il est vrai que l'article 10 dispose que « à partir de la date de l'arrêté royal constatant la remise en état des terrains, les intéressés seront fondés à réclamer, devant les tribunaux des dommages de guerre, la différence entre la valeur de leurs biens au 1^{er} août 1914 et la valeur après leur remise en état ». Mais on a fait observer avec raison que les tribunaux ne pourront statuer qu'après de longs délais ⁽¹⁾ et qu'entretemps l'intéressé ne touchera, en vertu de l'article 6 du projet, qu'une indemnité de 5 % sur la valeur *actuelle* attribuée à ses terres. Nous avons dit ce que sera cette valeur.

Le remède à cette situation ? Le remède consiste dans le choix, laissé au propriétaire, entre les trois modes de réparation prévus par l'exposé des motifs. S'il accepte la valeur de 1914, il abandonne sa propriété à l'État qui peut l'occuper sans autre formalité que l'évaluation du bien et moyennant une indemnité *juste* et *préalable*. L'indemnité sera juste et, si l'État paie un intérêt annuel de 5 %, à partir de l'occupation, sur la somme acceptée par l'intéressé, on peut dire qu'elle sera *préalable*. Si le propriétaire préfère que la terre lui soit restituée en état de culture, il n'aura qu'à s'en prendre à lui-même s'il subit un dommage quelconque résultant de son choix. De même dans le cas où il accepte la cession d'une terre de culture et de valeur équivalentes.

*
* *

Tout droit de *réquisition* étant écarté à la suite des considérations que nous venons d'émettre, il reste le droit d'*expropriation* qui nous semble évident, dès que l'indemnité à accorder au propriétaire des terres ravagées revêt les caractères de l'article 11 de la Constitution : indemnité *juste* et *préalable*.

Faisons observer aussi que le Gouvernement n'entend déroger à aucune des dispositions de la loi du 9 mai 1919, qui règle la répartition des dommages de guerre pour toutes les catégories de citoyens. D'où résultent pour les propriétaires de terres ravagées se trouvant dans les périmètres déterminés par le Roi, le droit et l'obligation pour le propriétaire de s'adresser aux tribunaux des dommages de guerre, afin d'obtenir non seulement la réparation des dommages causés à leurs terres, mais aussi pour réclamer leurs indemnités du chef de destruction des bâtiments, bois, arbres, haies et tout ce qui se trouve à la surface du sol.

Une autre observation, de forme plutôt que de fond, se présente à propos de l'article 2, qui parle des terres *laissées à l'abandon aux dates fixées par les arrêtés royaux de délimitation*. La contexture des articles suivants semble ne se rapporter qu'au cas d'abandon, c'est-à-dire aux cas où le propriétaire

(1) On estime à deux cent mille les réclamations qui seront produites devant le seul tribunal d'Ypres, suivant la loi du 9 mai 1919.

ne veut pas, ou ne peut pas, pour un motif quelconque — négligence, absence, défaut de ressources, décès — s'occuper de la restauration que l'intérêt national prescrit. Il n'en est rien. Il s'agit de l'ensemble des mesures à prendre pour indemniser le propriétaire et restaurer la culture. Il paraît donc utile, et même nécessaire, de faire disparaître les mots soulignés.

Discussion des articles.

ARTICLE PREMIER.

L'alinéa 1^{er} n'a donné lieu à aucune observation. Mais à l'alinéa 2 la Section centrale, à l'unanimité, propose de fixer le délai dans lequel les périmètres doivent être déterminés. Il paraît que le Gouvernement sera à même de les fixer dans un délai qui ne dépassera pas les trois mois, à dater de la promulgation de la loi.

ART. 2.

C'est ici que devrait être insérée, dans le projet, le principe proclamé par l'exposé des motifs et adopté par la Section centrale. Nous proposons donc de dire dans un premier alinéa nouveau : « le propriétaire de la terre ravagée aura le droit d'être indemnisé, à son choix, par l'attribution de la valeur de sa terre au 1^{er} août 1914, ou par la restitution de celle-ci en état de culture, ou par la cession d'une terre de culture et de valeur équivalentes ».

L'alinéa 1^{er} deviendrait l'alinéa 2 et serait rédigé : « les terres seront classées par communes d'après leur valeur au 1^{er} août 1914, et, en outre, d'après leur valeur actuelle si le propriétaire, les a laissées à l'abandon ou ne s'est pas pourvu devant le Tribunal des dommages de guerre dans un délai de trois mois après les dates fixées par les arrêtés royaux de délimitation ».

Alinéa 3 ; dire *les valeurs* au lieu de *ces valeurs*. La Section centrale estime que la commission arbitrale devrait être, pour un tiers au moins, communale ou régionale. Il s'agit, en effet, de régions agricoles ravagées à la suite des combats et dont les habitants connaissent mieux que personne la situation des terres, leurs contenance, leur valeur avant 1914 et même les moyens de les rendre à la culture.

ART. 3.

Le délai d'un mois paraît trop court. La Section centrale propose de le porter à trois mois.

Il est bien entendu que les intéressés conservent le droit de recourir encore au Tribunal des dommages de guerre.

ART. 4.

Il n'est aucun propriétaire qui acceptera comme définitive la valeur *actuelle*. Il faut donc admettre, avec l'exposé des motifs, la valeur au 1^{er} août 1914, pour les raisons que nous avons développées plus haut. Le reste comme à l'article 4.

ART. 5.

Le texte du projet consacre ici le principe, que nous avons combattu, de la réquisition. Ce prétendu droit doit être remplacé par le droit à l'expropriation, qui est prévu par la Constitution et par nos lois.

Tout ce que nous pouvons admettre, c'est que l'État procède, comme il est dit à l'article 7, aux expropriations pour cause d'utilité publique et que l'indemnité devienne, dans la mesure du possible, *préalable* par le paiement annuel, à partir du 1^{er} janvier 1920, d'une indemnité de 5 % sur la valeur, facile à constater, au 1^{er} août 1914. Le projet ainsi modifié permettrait à l'État d'être envoyé en possession et justifierait l'occupation des terres nécessaires à l'exécution des travaux prévus à l'article 8 du projet.

ART. 9.

La Section centrale propose de dire : ... Le montant de l'indemnité sera de la valeur des biens au 1^{er} août 1914.

ART. 10.

Supprimer l'alinéa 2, sauf les mots : « les intéressés seront fondés à réclamer devant le tribunal des dommages de guerre la différence entre la valeur de leurs biens au 1^{er} août 1914 et la valeur après la mise en état.

ART. 6.

Remplacer les mots *valeur actuelle* par les mots valeur au 1^{er} août 1914.

ART. 7.

Comme au projet.

ART. 8.

Sans observations.

ART. 9.

Ajouter après l'alinéa premier cette disposition : Il sera loisible au propriétaire de rebâtir le corps de ferme à l'endroit le plus convenable à l'exploitation des terres.

ART. 11, 12 et 13.

Comme au projet.

ART. 14.

Biffer les mots ou des *pouvoirs publics* et remplacer le *1^{er} septembre* par le *1^{er} janvier 1920*.

Ajouter *in fine* : Sans préjudice des réparations auxquelles ils ont droit.

*
* *

Les modifications proposées ont été approuvées à l'unanimité des membres de la Section centrale.

Le Rapporteur,

R. COLAERT.

Le Président,

E. TIBBAUT.

TEXTE PROPOSÉ PAR LA SECTION CENTRALE.

TEKST VOORGESTELD DOOR DE MIDDENAFDEELING.

Texte du projet de loi.

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions de la présente loi ont pour objet la restauration agricole ou la mise en valeur des terres situées dans les régions dévastées par les opérations militaires.

Les périmètres des régions auxquelles ces dispositions s'appliquent sont déterminées par le Roi.

ART. 2.

Les terres laissées à l'abandon aux dates fixées par les arrêtés royaux de délimitation, seront classées par commune d'après leur valeur au 1^{er} août 1914 et d'après leur valeur actuelle. •

Ces valeurs sont établies dans chaque commune, à l'intervention du Commissaire de l'État près le tribunal des dommages de guerre, par les soins d'une Commission arbitrale, dont l'organisation et le fonctionnement seront réglés par le Roi.

Tekst van het wetsontwerp.

EERSTE ARTIKEL.

De bepalingen van deze wet betreffen het herstel van den landbouw of het productief maken van de gronden in de gewesten bij de krijgsv verrichtingen verwoest.

De grenzen van de gewesten, waarop deze bepalingen van toepassing zijn, worden door den Koning bepaald.

ART. 2.

De op de bij koninklijke besluiten van grensbepaling vastgestelde datums verlaten gronden, zullen naar hunne waarde op 1 Augustus 1914 en naar hunne huidige waarde, per gemeente worden gerangschikt.

In elke gemeente zullen deze waarden worden vastgesteld, bij tusschenkomst van den Staatskommissaris bij de rechtbank voor oorlogsschade, door het toedoen van eene scheidsrechterlijke Commissie, waarvan inrichting en werking door den Koning zullen worden geregeld.

Texte proposé par la Section centrale.

ARTICLE PREMIER.

(Comme ci-contre.)

Ajouter au 2^e alinéa :

... dans un délai de trois mois à dater de la promulgation de la loi.

ART. 2.

Le propriétaire de la terre ravagée aura le droit d'être indemnisé, à son choix, par l'attribution de la valeur de sa terre au 1^{er} août 1914, ou par la restitution de celle-ci en état de culture, ou par la cession d'une terre de culture et de valeur équivalentes.

Les terres seront classées par commune, d'après leur valeur au 1^{er} août 1914 et, en outre, d'après leur valeur actuelle, si le propriétaire les a laissées à l'abandon ou ne s'est pas pourvu devant les tribunaux des dommages de guerre dans un délai de trois mois après les dates fixées par les arrêtés royaux de délimitation.

Les valeurs seront établies dans chaque commune, à l'intervention du commissaire de l'État près le tribunal des dommages de guerre, par les soins d'une commission arbitrale, pour un tiers au moins communale ou régionale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

EERSTE ARTIKEL.

(Zooals hiernevens.)

Aan het 2^e lid toe te voegen :

... binnen een termijn van drie maanden vanaf de aankondiging der wet.

ART. 2.

De eigenaar van den verwoësten grond heeft recht op vergoeding, naar zijne keuze, door de toekenning der waarde van zijnen grond op 1 Augustus 1914, of door de teruggave daarvan in bebouwbaren staat of door afstand van eenen grond van gelijke bebouwing en waarde.

De gronden worden per gemeente gerangschikt naar hunne waarde op 1 Augustus 1914 en, bovendien, naar hunne tegenwoordige waarde, indien de eigenaar ze verlaten heeft of zich niet tot de rechtbanken voor oorlogsschade heeft gericht binnen een termijn van drie maanden na de datums vastgesteld door de koninklijke besluiten tot begrenzing.

In elke gemeente worden de waarden, ten overstaan van den Staatscommissaris bij de rechtbank voor oorlogsschade, vastgesteld door het toedoen van eene scheidsrechterlijke commissie, waarvan ten minste een derde tot de gemeente of tot de streek behoort.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 3.

Chaque Commission procède à une évaluation provisoire qui est notifiée aux propriétaires. Ceux-ci ont un délai d'un mois pour présenter leurs réclamations ou observations verbalement ou par écrit. Passé ce délai, les Commissions arrêtent l'évaluation définitive et la portent à la connaissance des propriétaires.

ART. 3.

Elke commissie gaat over tot eene voorloopige raming, welke aan de eigenaars wordt bekendgemaakt. Dezen hebben eene maand tijd om hunne bezwaren of opmerkingen mondeling of schriftelijk in te brengen. Eens die tijd verstreken, maken de commissies de eindraming op en geven er kennis van aan de eigenaars.

ART. 4.

L'acceptation dûment notifiée dans le délai d'un mois au Ministre de l'Agriculture, de l'évaluation définitivement arrêtée par la Commission, vaut, à l'égard de l'État, promesse de vente de l'immeuble à la valeur actuelle établie. L'acte de vente est passé à la requête de la partie la plus diligente.

ART. 4.

De binnen één maand aan den Minister van Landbouw behoorlijk bekendgemaakte aanvaarding van de door de commissie opgemaakte eindraming geldt, tegenover den Staat, als eene belofte van verkoop van het onroerend goed tegen de vastgestelde huidige waarde. De verkoopakte wordt verleden op aanzoek van de meest gereede partij.

ART. 5.

A défaut de l'acceptation ci-dessus prévue, valant promesse de vente, l'occupation des terres est réquisitionnée par simple notification au propriétaire. Le Ministre peut également réquisitionner l'occupation de terres nécessaires à l'exécution des travaux prévus à l'article 8 de la présente loi.

ART. 5.

Bij gemis aan de hierboven voorziene aanvaarding, welke als belofte van verkoop geldt, wordt de inbezitneming van de gronden opgeëischt bij eenvoudige beteekening aan den eigenaar. De Minister kan insgelijks de inbezitneming opeischen van gronden, welke noodig zijn tot het uitvoeren van de bij artikel 8 dezer wet voorziene werken.

La réquisition continue ses effets jusqu'à ce qu'il soit constaté par un arrêté royal que la cause a pris fin.

De opeischung heeft nadere uitwerking totdat bij koninklijk besluit vastgesteld wordt dat de reden ervan opgehouden heeft te bestaan.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 3.

Comme ci-contre, sauf à remplacer
« un mois » par « *trois mois* ».

ART. 3.

Zooals hiernevens, mits men « eene
maand » vervangt door « *drie maanden* ».

ART. 4.

Comme ci-contre, sauf à remplacer
« valeur actuelle » par « *valeur au
1^{er} août 1914* ».

ART. 4.

Zooals hiernevens, mits men « hui-
dige waarde » vervangt door « *waarde
op 1 Augustus 1914* ».

ART. 5.

(A supprimer.)

ART. 5.

(Te doen wegvallen.)

Texte du projet de loi

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 6.

Il est payé annuellement par l'Etat, aux propriétaires des terres occupées, une indemnité de 5 % de la valeur actuelle attribuée à ces terres.

ART. 6.

Jaarlijks wordt door den Staat aan de eigenaars der in bezit genomen gronden eene vergoeding verleend van 5 % van de aan deze gronden toegekende huidige waarde.

ART. 7.

Le Gouvernement est autorisé à procéder aux expropriations pour cause d'utilité publique, sans recourir à l'enquête préalable prévue par la loi du 27 mai 1870. La procédure s'ouvrira en ce cas, par le dépôt au greffe des pièces, autres que celles de l'enquête, prévues par l'article 1^{er} de la loi du 17 avril 1835.

ART. 7.

De Regeering is gemachtigd om over te gaan tot de onteigeningen ten algemeene nutte zonder het voorafgaandelijk onderzoek bij de wet van 27 Mei 1870 voorzien in te stellen. De rechtspleging neemt, in dit geval, aanvang door het neerleggen ter griffie van de stukken, andere als die van het onderzoek, voorzien bij artikel 1 der wet van 17 April 1835.

ART. 8.

Le Gouvernement peut remanier le tracé des voies publiques et les cours d'eau, créer des voies nouvelles, effectuer des travaux d'assainissement ou procéder au remembrement des terres comprises dans le périmètre des régions dévastées. Dans ce dernier cas, les terres seront rassemblées en vue d'échanges éventuels de manière à constituer des ensembles ayant autant que possible la même nature et la même valeur que les héritages existant précédemment. La différence entre les propriétés dont l'échange est prévu ne pourra, à moins que les intéressés n'y consentent, être supérieure à 5 % tant en superficie qu'en valeur; la différence en valeur sera, le cas échéant, réglée par le paiement d'une soulte.

ART. 8.

De Regeering mag de richting der openbare wegen en waterloopen wijzigen, nieuwe banen aanleggen, gezondmakingswerken doen uitvoeren of doen overgaan tot de herkaveling van de gronden gelegen binnen de grenzen der verwoeste gewesten. In dit laatste geval, worden de gronden, met het oog op gebeurlijke ruilingen, in nieuwe kavels gelegd, derwijze dat dezen van denzelfden aard en van dezelfde waarde zijn als de voorheen bestaande erven. Het verschil tusschen de eigendommen, waarvan de ruiling is voorzien, mag, tenzij met instemming der belanghebbenden, niet 5 % zoowel in oppervlakte als in waarde overschrijden; het waardeverschil wordt, bij voorkomend geval, door de betaling van een opleggeld geregeld.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 6.

Il est payé annuellement par l'Etat, aux propriétaires de terres *expropriées* une indemnité de 5 p. c. de la valeur de ces terres au 1^{er} août 1914.

ART. 7.

(Comme ci-contre.)

ART. 8.

Dès que la valeur des terres est définitivement fixée, le Gouvernement...
(La suite comme ci-contre.)

ART. 6.

Jaarlijks wordt door den Staat aan de eigenaars van *onteigende* gronden eene vergoeding verleend van 5 t. h. van de waarde dier gronden op 1 Augustus 1914.

ART. 7.

(Zooals hiernevens.)

ART. 8.

Zoodra de waarde der gronden voor goed vastgesteld is, kan de Regeering...
(het overige zooals hiernevens.)

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 9.

L'arrêté royal pris conformément à l'article 5, 2^e alinéa, de la présente loi et qui constate que les terres réquisitionnées sont restaurées et mises en valeur, fixe le délai dans lequel les propriétaires peuvent réclamer la restitution de leurs terres ou l'attribution d'ensembles équivalents qui leur seraient offerts en échange comme il est dit à l'article précédent.

A défaut de réclamation dans le délai fixé, les biens sont expropriés par l'État dans les formes abrégées prévues à l'article 7.

Le montant de l'indemnité à adjuger en ce cas à l'exproprié ne sera pas supérieur à la valeur des biens au 1^{er} août 1914.

ART. 10.

En cas de cession conforme à l'article 4, le sinistré peut réclamer à titre d'indemnité devant le tribunal des dommages de guerre la différence entre la valeur de sa terre au 1^{er} août 1914, fixée comme il est dit à l'article 2, et le prix de la cession.

En cas de réquisition non suivie d'expropriation, le tribunal des dommages de guerre surseoit à statuer sur les indemnités revenant aux ayants droit jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal constatant la remise en état des terrains. A partir de cette date, les intéressés seront fondés à réclamer devant ce tribunal la différence entre la valeur de leurs biens au 1^{er} août 1914 et la valeur après la remise en état.

ART. 9.

Het overeenkomstig artikel 5, 2^e lid, van deze wet genomen koninklijk besluit, waarbij wordt vastgesteld dat de opgeëischte gronden hersteld en terug in staat van bebouwing gebracht zijn, bepaalt den tijd waarbinnen de eigenaars de teruggave van hunne gronden kunnen eischen ofwel de toekenning van gelijkwaardige kavels welke hun, zooals is bepaald bij voorgaand artikel, in ruiling aangeboden zouden worden.

Bij gemis aan soortgelijke vordering binnen den bepaalden tijd, worden de gronden door den Staat op de bij artikel 7 voorziene, verkorte wijzen onteigend.

Het bedrag van de vergoeding, in dit geval toe te kennen aan den onteigende, zal de waarde der goederen op 1 Augustus 1914 niet overschrijden.

ART. 10.

In geval van afstand overeenkomstig artikel 3, kan de geteisterde voor de rechtbank voor oorlogsschade, bij wijze van vergoeding, het verschil eischen tusschen de waarde van zijnen grond op 1 Augustus 1914, bepaald zooals is gezegd bij artikel 2, en den afstands prijs.

In geval van opeischung niet gevolgd van onteigening, schorst de rechtbank voor oorlogsschade hare uitspraak over de aan de rechthebbende toekomende vergoeding tot den datum van het inwerking treden van het koninklijk besluit waarbij wordt vastgesteld dat de gronden opnieuw in staat van bebouwing zijn gebracht. Van dezen datum af kunnen de belanghebbenden voor deze rechtbank het verschil vorderen tusschen de waarde van hunne goederen op 1 Augustus 1914 en de waarde dezer productief gemaakte goederen.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 9.

L'arrêté royal pris conformément à l'article 7 et qui constate que les terres *expropriées* sont restaurées et mises en valeur, *accorde un délai de trois mois* dans lequel... (la suite de l'alinéa comme au projet.

(Supprimer l'alinéa 2.)

Le montant de l'indemnité à adjuger à l'exproprié ne sera pas *inférieur* à la valeur des biens au 1^{er} août 1914.

ART. 10.

(Comme ci-contre.)

Si le propriétaire demande la restitution de sa terre en état de culture ou la cession d'une terre de culture et de valeur équivalentes, le Tribunal des dommages de guerre surseoit, pendant un délai qui ne peut excéder trois mois, à statuer... (Le reste comme au projet.)

ART. 9.

Het overeenkomstig *artikel 7* genomen koninklijk besluit, waarbij wordt vastgesteld dat de *onteigende* gronden hersteld en in staat van bebouwing gebracht zijn, *verleent eenen termijn van drie maanden, binnen welken...* (Het overige zooals hiernevens.)

(Het tweede lid te doen wegvallen.)

Het bedrag van de vergoeding, aan den onteigende toe te kennen, zal *niet beneden* de waarde der goederen op 1 Augustus 1914 zijn.

ART. 10.

(Zooals hiernevens.)

Vraagt de eigenaar de teruggave van zijnen grond in bebouwbaren staat of den afstand van eenen grond van gelijke bebouwing en waarde, dan schorst de Rechtbank voor oorlogsschade, gedurende een termijn die niet drie maanden mag overschrijden, hare uitspraak... (Het overige zooals in het ontwerp.)

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 11.

Les privilèges, hypothèques et tous autres droits réels grevant les immeubles échangés en vertu de la présente loi, à l'exception toutefois des servitudes, seront reportés de plein droit sur les parcelles attribuées en échange à l'ancien propriétaire de ces immeubles.

ART. 11.

De voorrechten, hypotheeken en alle andere zakelijke rechten welke de krachtens deze wet verruilde onroerende goederen bezwaren, met uitzondering evenwel van de dienstbaarheden, worden van rechtswege teruggebracht op de perceelen aan den voormaligen eigenaar dezer goederen in ruiling toegewezen.

ART. 12.

Sur le vu du certificat, constatant que l'immeuble cédé ou échangé avec soulte était libre d'hypothèques, le préposé à la Caisse des Consignations sera tenu de remettre aux ayants droit le montant de la somme consignée s'il n'existe aucune saisie-arrest ou opposition.

ART. 12.

Op vertoon van het bewijs, waaruit blijkt dat het afgestaan of met opleggeld verruild onroerend goed vrij is van hypotheek, is de aangestelde bij de Consignatiekas gehouden, aan de rechthebbenden het bedrag te overhandigen van de in bewaring gegeven som, bijaldien er geen enkel derden-arrest noch verzet bestaat.

Si l'immeuble était grevé d'hypothèques ou de tous autres droits réels, le préposé à la Caisse des Consignations ne pourra vider ses mains que sur ordonnance de justice ou moyennant décharge de toutes les parties intéressées.

Zoo het onroerend goed met hypotheeken of met alle andere zakelijke rechten belast is, kan de aangestelde bij de Consignatiekas dit bedrag slechts overhandigen op eisch van het gerecht of mits ontlasting van al de betrokken partijen.

ART. 13.

Les actes passés et jugements rendus en exécution de la présente loi sont exempts de tous droits fiscaux.

ART. 13.

De akten verleden en vonnissen uitgesproken ter uitvoering van deze wet zijn vrij van alle fiscale rechten.

ART. 14.

Si des terres dévastées n'ont pas fait l'objet d'une réquisition des armées alliées ou des pouvoirs publics et que les propriétaires ou locataires en prennent possession avant le 1^{er} septembre 1919, ces propriétaires ou locataires, peuvent

ART. 14.

Werden de verwoeste gronden door geallieerde legers noch door de openbare overheden opgeëischt en nemen de eigenaars of huurders er bezit van vóór 1 September 1919, dan kunnen deze eigenaars of huurders bij besluit van den

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeling.

ART. 11.

(Comme ci-contre.)

ART. 11.

(Zooals hiernevens.)

ART. 12.

(Comme ci-contre.)

ART. 12.

(Zooals hiernevens.)

ART. 13.

(Comme ci-contre.)

ART. 13.

(Zooals hiernevens.)

ART. 14.

Comme ci-contre, sauf :

1° à biffer les mots : « où des pouvoirs publics » ;

2° à remplacer : « le 1^{er} septembre 1919 » par « le 1^{er} janvier 1920 ».

ART. 14.

Zooals hiernevens, mits :

1° men de woorden : « noch door de openbare overheid » doet wegvallen ;

2° men : « 1 September 1919 » vervangt door « 1 Januari 1920 ».

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

être autorisés par décision du Ministre de l'Agriculture à débarrasser leurs immeubles des haies, piquets, fils de fer, chevaux de frise, abris en béton ou en maçonnerie, tas de pierrailles, de cendrées ou de sable et autres encombrements analogues. Les matériaux provenant de ces opérations restent aux propriétaires ou locataires qui ont supporté la charge des travaux de déblaiement.

Minister van Landbouw worden gemachtigd om op hunne gronden de hagen, piketten, prikdraad, Friesche ruiters, betonnen of gemetselde dekkingen, steengruis, asch- en zandhoopen en andere soortgelijke hindernissen weg te ruimen. De bij deze wegruiming verkregen bouwstoffen blijven het eigendom van de eigenaars of huurders die den last van de wegruimingswerken hebben gedragen.

Texte proposé par la Section centrale.

—

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeling.

—

—

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 OCTOBER 1919.

Wetsontwerp op het herstel der verwoeste gewesten (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER COLAERT.

MIJNE HEEREN,

In zijne groote lijnen brengt dit wetsontwerp aan de openbare denkwijze niet wat deze er van verwachtte. De eerste Afdeeling vond dat het ontwerp veel goeds bevatte ter wille van de poging gedaan voor de herkaveling der gronden. Dezelfde Afdeeling verklaarde echter dat het ontwerp een blijk-baren aanslag pleegt op den privaten eigendom. Zij betwijfelt of het grondwettelijk is en zij verzoekt de Middenafdeeling er voor te zorgen dat de grondwettelijke beginselen worden nageleefd.

Laat ons eerst het grondwettelijk bezwaar uit den weg ruimen. Het wetsontwerp steunt op het recht van *opvordering* : « Toegestaan aan de » gemeentebesturen door de wet van 10 Juli 1791, bleef het van kracht » onder het beheer van de Belgische Grondwet; de wet van 14 Augustus » 1887 heeft ditzelfde recht aan den Staat erkend en de uitvoering er van » geregeld. Dewijl, anderzijds, artikel 2 van het besluit-wet van 25 October » 1918, dat aan de Belgen het recht op herstel van in België uit oorlogs- » feiten voortspruitende schade heeft toegekend, bepaalt dat de inrichting, » de modaliteiten en de omvang van dit recht door de wet zullen worden » geregeld, mag deze het vergunnen der vergoeding tot herstel afhankelijk » maken van voorwaarden welke zij bepaalt, zooals zij de modaliteit er » van kan vaststellen ».

(1) Wetsontwerp, n^r 262.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer TIRBAUT, bestond uit de heeren STANDAERT, MAES, COLAERT, NOLF, ROSSEEUW en MAHIEU.

Ongetwijfeld kan de wet bepalen dat de inrichting, de modaliteiten en de omvang van het recht op herstel door de wet zullen geregeld worden. Artikel 11 der Grondwet zegt dit in gelijkwaardige bewoordingen. Doch geldt dit ook voor de opvordering? Mag men terecht zeggen, zooals de Memorie van Toelichting het doet, dat de wetten van 1790 en 1887 aan den Staat het recht van opvordering in het onderhavige geval toekennen? ⁽¹⁾

Een lid van de Middenafdeeling verzette zich heftig tegen dit zoogezegde recht en hield staande, niet zonder reden, dat gezegde wetten uitsluitend de opvorderingen op militair gebied beoogen en bijgevolg heden niet meer kunnen ingeroepen worden. Artikel 11 der Grondwet is dus hier, zooals op elk ander gebied, van toepassing. Nu, krachtens dit artikel « kan niemand van zijn eigendom worden beroofd dan mits een billijke en *voorafgaande* vergelding ».

De Memorie van Toelichting schijnt het grondwettelijk bezwaar te willen wegcijferen, wanneer zij zegt dat « het ontwerp uitgaat van het beginsel, » dat de eigenaar van den verwoesten grond volslagen vergoed wordt voor » de schade, hetzij door het toekennen van de waarde van dezen grond » op 1 Augustus 1914, hetzij door de teruggave van dezen grond nadat hij » opnieuw in staat van bebouwing werd gebracht, hetzij door den afstand » van een bouwland van gelijke bebouwing en waarde. »

Indien de eigenaar te kiezen had tusschen die drie wijzen van schadeloosstelling, zou men zonder aarzelen kunnen zeggen dat de vergoeding *rechtvaardig* is. Wij hopen dat de Regeering zal toetreden tot een amendement, in dezen zin opgevat en hieronder vermeld. Doch de Middenafdeeling kan geen enkele wijze van schadeloosstelling aannemen, gegrond op de *tegenwoordige* waarde van den grond. Zij verwerpt insgelijks elke gedachte van opvordering.

In menig geval, zoo niet in alle gevallen, zal de tegenwoordige waarde nul of veel lager zijn dan die welke de grond vóór den oorlog had. Zelfs, indien zij vruchtbaar zijn gemaakt, zullen de gronden, gelegen in de streken bij koninklijk besluit omschreven, veel van hunne waarde hebben verloren. Hieromtrent werden door een lid van de Middenafdeeling treffende voorbeelden aangehaald van gronden, die bebouwd werden nadat de producten van den ondergrond waren opgedolven. Vele jaren van bebouwing waren ontoereikend om hun de vroegere vruchtbaarheid en waarde terug te geven. Met meer reden nog geldt dit voor gronden gelegen in bedoelde gebieden, waar de granaten en vooral de loopgraven den bodem 't onderst boven hebben gekeerd.

⁽¹⁾ Artikel 7, titel IV, van het decreet van 10 Juli 1791 luidt : « Telkens als een grond, aan eene municipaliteit of aan eenen particulier toebehoorend, noodig is voor eene militaire instelling, wordt hij door het Departement van Oorlog uit de hand aangekocht, en, ingeval de eigenaar weigert het goed af te staan, worden de bewindsraden der bestuurskorpsen geraadpleegd en gelast het aangevraagde voorwerp te raken. »

De wet van 1887 is even uitdrukkelijk.

Artikel 6 van het ontwerp bepaalt dat de Staat aan de eigenaars der bezette gronden eene vergoeding betaalt van 5 t. h. van de aan deze gronden toegekende *tegenwoordige* waarde. Er is hier sprake van gronden, ten gevolge van opvordering door den Staat krachtens artikel 5 van het wetsontwerp bezet. Doch, nog eens, deze waarde zal nul of nagenoeg nul zijn, en terecht zal men eens te meer kunnen zeggen dat de eigenaar zal benadeeld zijn. Hij zal noch *rechtmatige*, noch *voorafgaande* vergoeding ontvangen.

Wel is waar, wordt door artikel 10 bepaald dat « vanaf den datum van het koninklijk besluit, waarbij wordt vastgesteld dat de gronden opnieuw in staat van bebouwing zijn gebracht, de belanghebbenden voor de rechtbanken voor oorlog-schade het verschil kunnen vorderen tusschen de waarde van hunne goederen op 1 Augustus 1914 en de waarde dezer vruchtbaar gemaakte goederen ». Doch terecht deed men opmerken dat de rechtbanken slechts na langen tijd zullen kunnen uitspraak doen ⁽¹⁾ en dat intusschen, krachtens artikel 6 van het ontwerp, de belanghebbende slechts eene vergoeding zal trekken van 5 t. h. van de *tegenwoordige* waarde, aan zijne gronden toegekend. Wij zegden reeds welke deze waarde zal zijn.

Hoe dezen toestand te verhelpen? Door den eigenaar te laten kiezen tusschen de drie wijzen van herstel, in de Memorie van Toelichting aangeduid. Indien hij de waarde van 1914 aanneemt, staat hij zijn eigendom af aan den Staat, die het kan in bezit nemen zonder ander vormvereischte dan de schatting van het goed en mits eene *rechtmatige* en *voorafgaande* vergoeding. De vergoeding zal rechtmatig zijn en, zoo de Staat een jaarlijkschen interest van 5 t. h. betaalt, van af de bezetting, op de som door den belanghebbende aangenomen, dan kan men zeggen dat zij *voorafgaande* zal zijn. Verkiest de eigenaar dat de grond hem worde teruggegeven in bebouwbaaren staat, dan zal hij het aan zich zelf te wijten hebben zoo hij eenige schade ondergaat, uit zijne keuze voortvloeiende. Evenzoo wanneer hij een afstand aanneemt van een grond van gelijke bebouwing en waarde.

*
* *

Is er, ten gevolge van bovenstaande beschouwingen, geen sprake meer van eenig recht van *opvordering*, dan is er nog het recht van *onteigening*, dat niet betwist kan worden, zoodra de vergoeding, toe te kennen aan den eigenaar der verwoeste gronden, de kenmerken van artikel 11 der Grondwet aanneemt : *rechtmatige* en *voorafgaande* vergoeding.

Laten wij insgelijks opmerken dat de Regeering niet wil afwijken van eenige bepaling der wet van 9 Mei 1919, welke de verdeling der oorlog-schade regelt voor al de klassen van burgers. Voor de eigenaars van verwoeste gronden, gelegen in de bij koninklijk besluit omschreven gebieden,

(1) Men schat op tweehonderdduizend het aantal bezwaren welke, naar aanleiding der wet van 9 Mei 1919, voor de enkele rechtbank van Ieperen zullen voorgebracht worden.

vloeien daaruit voort het recht en de verplichting zich tot de rechtbanken voor oorlogsschade te wenden niet alleen om herstel te bekomen van de schade, aan hunne gronden veroorzaakt, maar ook om hunne vergoedingen te eischen wegens vernieling van gebouwen, bosschen, boomen, hagen en al wat zich op den bovengrond bevindt.

Eene andere beschouwing, veeleer van vorm dan van beginsel, doet zich voor naar aanleiding van artikel 2, waarin er sprake is van *verlaten gronden op de bij koninklijke besluiten tot grensbepaling vastgestelde datums*. De samenhang der volgende artikelen schijnt enkel te bedoelen het geval van verlaten, te weten, dat de eigenaar, om eenige reden, — nalatigheid, afwezigheid, gebrek aan middelen, sterfgeval — zich niet wil of kan bezighouden met het herstel, in 's lands belang vereischt. Dit is niet zóó. Het geldt al de maatregelen te zamen, welke dienen te worden getroffen ter schadeloosstelling van den eigenaar en tot herstel der bebouwing. Het komt dus nuttig, ja zelfs noodzakelijk voor, de onderlijnde woorden te doen wegvallen.

Behandeling van de artikelen.

EERSTE ARTIKEL.

Het 1^o lid gaf tot geene aanmerking aanleiding. Bij het 2^o lid stelt echter de Middenafdeeling eenparig voor, vast te stellen binnen welken termijn de grenzen moeten bepaald worden. Het schijnt dat de Regeering in staat zal zijn ze te bepalen binnen een termijn die niet drie maanden vanaf de afkondiging der wet zal overschrijden.

ART. 2.

In dit artikel zou het beginsel moeten opgenomen worden, dat in de Memorie van Toelichting gehuldigd en door de Middenafdeeling aangenomen wordt. Wij stellen dus een nieuw lid voor, luidende: « De eigenaar van den verwoesten grond heeft recht op vergoeding, naar zijne keuze, door de toekenning der waarde van zijnen grond op 1 Augustus 1914, ofwel door de teruggave daarvan in bebouwbaren staat, ofwel door afstand van eenen grond van gelijke bebouwing en waarde. »

Lid 1 zou opgenomen worden als lid 2 en luiden: « De gronden worden per gemeente gerangschikt naar hunne waarde op 1 Augustus 1914 en, bovendien, naar hunne tegenwoordige waarde, indien de eigenaar ze verlaten heeft of zich niet tot de rechtbanken voor oorlogsschade heeft gericht binnen een termijn van drie maanden na de datums vastgesteld door de koninklijke besluiten tot begrenzing. »

In lid 3 zou men schrijven *de* waarden in plaats van *deze* waarden. De Middenafdeeling is van gevoelen dat ten minste een derde van de scheids-rechterlijke commissie tot de gemeente of tot de streek moet behooren. Het

geldt inderdaad landbouwstreken welke verwoest werden ten gevolge van de gevechten en waarvan de bewoners beter dan wie ook den staat der gronden kennen, alsmede hunne grootte, hunne waarde van vóór 1914 en zelfs de middelen om ze opnieuw bebouwbaar te maken.

ART. 3.

De termijn van ééne maand schijnt onvoldoende te zijn. De Middenafdeeling stelt voor, dien te brengen tot op drie maanden.

Het is wel verstaan dat de belanghebbenden het recht behouden zich nog tot de Rechtbank voor oorlogsschade te wenden.

ART. 4.

Geen enkel eigenaar zal de *tegenwoordige* waarde aannemen als vaststaande. Om de hierboven ontwikkelde redenen moet men dus, met de Memorie van Toelichting, de waarde op 1 Augustus 1914 aannemen. Het overige zooals in artikel 4.

ART. 5.

De tekst van het ontwerp huldigt hier het beginsel der opvordering, dat wij bestreden hebben. Dit zoogezegd recht moet vervangen worden door het recht op onteigening, dat door de Grondwet en door onze wetten is voorzien.

Al wat wij kunnen aannemen is, dat de Staat overgaat, zooals wordt gezegd in artikel 7, tot onteigening ten algemeenen nutte en dat de vergoeding, in zooverre het mogelijk is, *voorafgaande* wordt door de jaarlijksche betaling, vanaf 1 Januari 1920, eener vergoeding van 5 t. h. der waarde op 1 Augustus 1914, welke men gemakkelijk kan vaststellen. Het aldus gewijzigd ontwerp zou toelaten dat de Staat in bezit wordt gesteld; het zou de inbezitneming wettigen van de gronden die noodig zijn ter uitvoering van de werken voorzien bij artikel 8 van het ontwerp.

ART. 9.

De Middenafdeeling stelt voor, de slotalinea te doen luiden : « Het bedrag der vergoeding zal niet beneden de waarde der goederen op 1 Augustus 1914 zijn. »

ART. 10.

Lid 2 te doen wegvallen, behalve de woorden : « de belanghebbenden kunnen voor deze rechtbank het verschil vorderen tusschen de waarde van hunne goederen op 1 Augustus 1914 en de waarde dezer productief gemaakte goederen. »

ART. 6.

De woorden *tegenwoordige waarde* te vervangen door de woorden *waarde op 1 Augustus 1914*.

ART. 7.

Zooals in het ontwerp.

ART. 8.

Geene opmerkingen.

ART. 9.

Na het eerste lid, deze bepaling in te voegen : « De eigenaar zal vrij zijn de hoeve herop te bouwen op de plaats die het best geschikt is tot het in bedrijf nemen der gronden. »

ART. 11, 12 en 13.

Zooals in het ontwerp.

ART. 14.

De woorden : « *noch door de openbare overheden* » te doen wegvallen en « *1 September* » te vervangen door « *1 Januari 1920* ».

Aan het slot toe te voegen : « *onverminderd de schadevergoeding waarop zij recht hebben.* »

*
* *

De voorgestelde wijzigingen werden door de leden der Middenafdeeling eenparig aangenomen.

De Verslaggever,
R. COLAERT.

De Voorzitter,
E. TIBBAUT.

TEXTE PROPOSÉ PAR LA SECTION CENTRALE.

TEKST VOORGESTELD DOOR DE MIDDENAFDEELING.

Texte du projet de loi.

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions de la présente loi ont pour objet la restauration agricole ou la mise en valeur des terres situées dans les régions dévastées par les opérations militaires.

Les périmètres des régions auxquelles ces dispositions s'appliquent sont déterminées par le Roi.

ART. 2.

Les terres laissées à l'abandon aux dates fixées par les arrêtés royaux de délimitation, seront classées par commune d'après leur valeur au 1^{er} août 1914 et d'après leur valeur actuelle.

Ces valeurs sont établies dans chaque commune, à l'intervention du Commissaire de l'État près le tribunal des dommages de guerre, par les soins d'une Commission arbitrale, dont l'organisation et le fonctionnement seront réglés par le Roi.

Tekst van het wetsontwerp.

EERSTE ARTIKEL.

De bepalingen van deze wet betreffen het herstel van den landbouw of het productief maken van de gronden in de gewesten bij de krijgsverrichtingen verwoest.

De grenzen van de gewesten, waarop deze bepalingen van toepassing zijn, worden door den Koning bepaald.

ART. 2.

De op de bij koninklijke besluiten van grensbepaling vastgestelde datums verlaten gronden, zullen naar hunne waarde op 1 Augustus 1914 en naar hunne huidige waarde, per gemeente worden gerangschikt.

In elke gemeente zullen deze waarden worden vastgesteld, bij tusschenkomst van den Staatskommissaris Bij de rechtbank voor oorlogsschade, door het toedoen van eene scheidsrechterlijke Commissie, waarvan inrichting en werking door den Koning zullen worden geregeld.

Texte proposé par la Section centrale.

ARTICLE PREMIER.

(Comme ci-contre.)

Ajouter au 2^e alinéa :

... dans un délai de trois mois à dater de la promulgation de la loi.

ART. 2.

Le propriétaire de la terre ravagée aura le droit d'être indemnisé, à son choix, par l'attribution de la valeur de sa terre au 1^{er} août 1914, ou par la restitution de celle-ci en état de culture, ou par la cession d'une terre de culture et de valeur équivalentes.

Les terres seront classées par commune, d'après leur valeur au 1^{er} août 1914 et, en outre, d'après leur valeur actuelle, si le propriétaire les a laissées à l'abandon ou ne s'est pas pourvu devant les tribunaux des dommages de guerre dans un délai de trois mois après les dates fixées par les arrêtés royaux de délimitation.

Les valeurs seront établies dans chaque commune, à l'intervention du commissaire de l'État près le tribunal des dommages de guerre, par les soins d'une commission arbitrale, pour un tiers au moins communale ou régionale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

EERSTE ARTIKEL.

(Zooals hiernevens.)

Aan het 2^e lid toe te voegen :

... binnen een termijn van drie maanden vanaf de aankondiging der wet.

ART. 2.

De eigenaar van den verwoesten grond heeft recht op vergoeding, naar zijne keuze, door de toekenning der waarde van zijnen grond op 1 Augustus 1914, of door de teruggave daarvan in bebouwbaren staat of door afstand van eenen grond van gelijke bebouwing en waarde.

De gronden worden per gemeente gerangschikt naar hunne waarde op 1 Augustus 1914 en, bovendien, naar hunne tegenwoordige waarde, indien de eigenaar ze verlaten heeft of zich niet tot de rechtbanken voor oorlogsschade heeft gericht binnen een termijn van drie maanden na de datums vastgesteld door de koninklijke besluiten tot begrenzing.

In elke gemeente worden de waarden, ten overstaan van den Staatcommissaris bij de rechtbank voor oorlogsschade, vastgesteld door het toedoen van eene scheidsrechterlijke commissie, waarvan ten minste een derde tot de gemeente of tot de streek behoort.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 3.

Chaque Commission procède à une évaluation provisoire qui est notifiée aux propriétaires. Ceux-ci ont un délai d'un mois pour présenter leurs réclamations ou observations verbalement ou par écrit. Passé ce délai, les Commissions arrêtent l'évaluation définitive et la portent à la connaissance des propriétaires.

ART. 3.

Elke commissie gaat over tot eene voorloopige raming, welke aan de eigenaars wordt bekendgemaakt. Dezen hebben eene maand tijd om hunne bezwaren of opmerkingen mondeling of schriftelijk in te brengen. Eens die tijd verstreken, maken de commissies de eindraming op en geven er kennis van aan de eigenaars.

ART. 4.

L'acceptation dûment notifiée dans le délai d'un mois au Ministre de l'Agriculture, de l'évaluation définitivement arrêtée par la Commission, vaut, à l'égard de l'État, promesse de vente de l'immeuble à la valeur actuelle établie. L'acte de vente est passé à la requête de la partie la plus diligente.

ART. 4.

De binnen één maand aan den Minister van Landbouw behoorlijk bekendgemaakte aanvaarding van de door de commissie opgemaakte eindraming geldt, tegenover den Staat, als eene belofte van verkoop van het onroerend goed tegen de vastgestelde huidige waarde. De verkoopakte wordt verleden op aanzoek van de meest gereede partij.

ART. 5.

A défaut de l'acceptation ci-dessus prévue, valant promesse de vente, l'occupation des terres est réquisitionnée par simple notification au propriétaire. Le Ministre peut également réquisitionner l'occupation de terres nécessaires à l'exécution des travaux prévus à l'article 8 de la présente loi.

ART. 5.

Bij gemis aan de hierboven voorziene aanvaarding, welke als belofte van verkoop geldt, wordt de inbezitneming van de gronden opgeëischt bij eenvoudige beteekening aan den eigenaar. De Minister kan insgelijks de inbezitneming opeischen van gronden, welke noodig zijn tot het uitvoeren van de bij artikel 8 dezer wet voorziene werken.

La réquisition continue ses effets jusqu'à ce qu'il soit constaté par un arrêté royal que la cause a pris fin.

De opeisching heeft nadere uitwerking totdat bij koninklijk besluit vastgesteld wordt dat de reden ervan opgehouden heeft te bestaan.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 3.

Comme ci-contre, sauf à remplacer
« un mois » par « trois mois ».

ART. 3.

Zooals hiernevens, mits men « eene
maand » vervangt door « drie maanden ».

ART. 4.

Comme ci-contre, sauf à remplacer
« valeur actuelle » par « valeur au
1^{er} août 1914 ».

ART. 4.

Zooals hiernevens, mits men « hui-
dige waarde » vervangt door « waarde
op 1 Augustus 1914 ».

ART. 5.

(A supprimer.)

ART. 5.

(Te doen wegvallen.)

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 6.

Il est payé annuellement par l'Etat, aux propriétaires des terres occupées, une indemnité de 5 % de la valeur actuelle attribuée à ces terres.

ART. 6.

Jaarlijks wordt door den Staat aan de eigenaars der in bezit genomen gronden eene vergoeding verleend van 5 % van de aan deze gronden toegekende huidige waarde.

ART. 7.

Le Gouvernement est autorisé à procéder aux expropriations pour cause d'utilité publique, sans recourir à l'enquête préalable prévue par la loi du 27 mai 1870. La procédure s'ouvrira en ce cas, par le dépôt au greffe des pièces, autres que celles de l'enquête, prévues par l'article 1^{er} de la loi du 17 avril 1835.

ART. 7.

De Regeering is gemachtigd om over te gaan tot de onteigeningen ten algemeene nutte zonder het voorafgaandelijk onderzoek bij de wet van 27 Mei 1870 voorzien in te stellen. De rechtspleging neemt, in dit geval, aanvang door het neerleggen ter griffie van de stukken, andere als die van het onderzoek, voorzien bij artikel 1 der wet van 17 April 1835.

ART. 8.

Le Gouvernement peut remanier le tracé des voies publiques et les cours d'eau, créer des voies nouvelles, effectuer des travaux d'assainissement ou procéder au remembrement des terres comprises dans le périmètre des régions dévastées. Dans ce dernier cas, les terres seront rassemblées en vue d'échanges éventuels de manière à constituer des ensembles ayant autant que possible la même nature et la même valeur que les héritages existant précédemment. La différence entre les propriétés dont l'échange est prévu ne pourra, à moins que les intéressés n'y consentent, être supérieure à 5 % tant en superficie qu'en valeur; la différence en valeur sera, le cas échéant, réglée par le paiement d'une soulte.

ART. 8.

De Regeering mag de richting der openbare wegen en waterloopen wijzigen, nieuwe banen aanleggen, gezondmakingswerken doen uitvoeren of doen overgaan tot de herkaveling van de gronden gelegen binnen de grenzen der verwoeste gewesten. In dit laatste geval, worden de gronden, met het oog op gebeurlijke ruilingen, in nieuwe kavels gelegd, derwijze dat dezen van denzelfden aard en van dezelfde waarde zijn als de voorheen bestaande erven. Het verschil tusschen de eigendommen, waarvan de ruiling is voorzien, mag, tenzij met instemming der belanghebbenden, niet 5 % zoowel in oppervlakte als in waarde overschrijden; het waardeverschil wordt, bij voorkomend geval, door de betaling van een opleggeld geregeld.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 6.

Il est payé annuellement par l'Etat, aux propriétaires de terres *expropriées* une indemnité de 5 p. c. de la valeur de ces terres au 1^{er} août 1914.

ART. 7.

(Comme ci-contre.)

ART. 8.

Dès que la valeur des terres est définitivement fixée, le Gouvernement...
(La suite comme ci-contre.)

ART. 6.

Jaarlijks wordt door den Staat aan de eigenaars van *onteigende* gronden eene vergoeding verleend van 5 t. h. van de waarde dier gronden op 1 Augustus 1914.

ART. 7.

(Zooals hiernevens.)

ART. 8.

Zoodra de waarde der gronden voor goed vastgesteld is, kan de Regeering...
(het overige zooals hiernevens.)

Texte du projet de loi.

ART. 9.

L'arrêté royal pris conformément à l'article 5, 2^e alinéa, de la présente loi et qui constate que les terres réquisitionnées sont restaurées et mises en valeur, fixe le délai dans lequel les propriétaires peuvent réclamer la restitution de leurs terres ou l'attribution d'ensembles équivalents qui leur seraient offerts en échange comme il est dit à l'article précédent.

A défaut de réclamation dans le délai fixé, les biens sont expropriés par l'État dans les formes abrégées prévues à l'article 7.

Le montant de l'indemnité à adjuger en ce cas à l'exproprié ne sera pas supérieur à la valeur des biens au 1^{er} août 1914.

ART. 10.

En cas de cession conforme à l'article 4, le sinistré peut réclamer à titre d'indemnité devant le tribunal des dommages de guerre la différence entre la valeur de sa terre au 1^{er} août 1914, fixée comme il est dit à l'article 2, et le prix de la cession.

En cas de réquisition non suivie d'expropriation, le tribunal des dommages de guerre surseoit à statuer sur les indemnités revenant aux ayants droit jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal constatant la remise en état des terrains. A partir de cette date, les intéressés seront fondés à réclamer devant ce tribunal la différence entre la valeur de leurs biens au 1^{er} août 1914 et la valeur après la remise en état.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 9.

Het overeenkomstig artikel 5, 2^e lid, van deze wet genomen koninklijk besluit, waarbij word vastgesteld dat de opgeëischte gronden hersteld en terug in staat van bebouwing gebracht zijn, bepaalt den tijd waarbinnen de eigenaars de teruggave van hunne gronden kunnen eischen ofwel de toekenning van gelijkwaardige kavels welke hun, zooals is bepaald bij voorgaand artikel, in ruiling aangeboden zouden worden.

Bij gemis aan soortgelijke vordering binnen den bepaalden tijd, worden de gronden door den Staat op de bij artikel 7 voorziene, verkorte wijzen ont-eigend.

Het bedrag van de vergoeding, in dit geval toc te kennen aan den onteigende, zal de waarde der goederen op 1 Augustus 1914 niet overschrijden.

ART. 10.

In geval van afstand overeenkomstig artikel 3, kan de geteisterde voor de rechtbank voor oorlogsschade, bij wijze van vergoeding, het verschil eischen tusschen de waarde van zijnen grond op 1 Augustus 1914, bepaald zooals is gezegd bij artikel 2, en den afstands-prijs.

In geval van opeischung niet gevolgd van onteigening, schorst de rechtbank voor oorlogsschade hare uitspraak over de aan de rechthebbende toekomende vergoeding tot den datum van het inwerking treden van het koninklijk besluit waarbij wordt vastgesteld dat de gronden opnieuw in staat van bebouwing zijn gebracht. Van dezen datum af kunnen de belanghebbenden voor deze rechtbank het verschil vorderen tusschen de waarde van hunne goederen op 1 Augustus 1914 en de waarde dezer productief gemaakte goederen.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Widdenafdeling.

ART. 9.

L'arrêté royal pris conformément à l'article 7 et qui constate que les terres *expropriées* sont restaurées et mises en valeur, *accorde un délai de trois mois* dans lequel... (la suite de l'alinéa comme au projet.

(Supprimer l'alinéa 2.)

Le montant de l'indemnité à adjuger à l'exproprié ne sera pas *inférieur* à la valeur des biens au 1^{er} août 1914.

ART. 10.

(Comme ci-contre.)

Si le propriétaire demande la restitution de sa terre en état de culture ou la cession d'une terre de culture et de valeur équivalentes, le Tribunal des dommages de guerre surseoit, pendant un délai qui ne peut excéder trois mois, à statuer... (Le reste comme au projet.)

ART. 9.

Het overeenkomstig artikel 7 genomen koninklijk besluit, waarbij wordt vastgesteld dat de *onteigende* gronden hersteld en in staat van bebouwing gebracht zijn, *verleent eenen termijn van drie maanden, binnen welken...* (Het overige zooals hiernevens.)

(Het tweede lid te doen wegvallen.)

Het bedrag van de vergoeding, aan den onteigende toe te kennen, zal *niet beneden* de waarde der goederen op 1 Augustus 1914 zijn.

ART. 10.

(Zooals hiernevens.)

Vraagt de eigenaar de teruggave van zijnen grond in bebouwbaren staat of den afstand van eenen grond van gelijke bebouwing en waarde, dan schorst de Rechtbank voor oorlogsschade, gedurende een termijn die niet drie maanden mag overschrijden, hare uitspraak... (Het overige zooals in het ontwerp.)

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 11.

Les privilèges, hypothèques et tous autres droits réels grevant les immeubles échangés en vertu de la présente loi, à l'exception toutefois des servitudes, seront reportés de plein droit sur les parcelles attribuées en échange à l'ancien propriétaire de ces immeubles.

ART. 12.

Sur le vu du certificat, constatant que l'immeuble cédé ou échangé avec soulte était libre d'hypothèques, le préposé à la Caisse des Consignations sera tenu de remettre aux ayants droit le montant de la somme consignée s'il n'existe aucune saisie-arrest ou opposition.

Si l'immeuble était grevé d'hypothèques ou de tous autres droits réels, le préposé à la Caisse des Consignations ne pourra vider ses mains que sur ordonnance de justice ou moyennant décharge de toutes les parties intéressées.

ART. 13.

Les actes passés et jugements rendus en exécution de la présente loi sont exempts de tous droits fiscaux.

ART. 14.

Si des terres dévastées n'ont pas fait l'objet d'une réquisition des armées alliées ou des pouvoirs publics, et que les propriétaires ou locataires en prennent possession avant le 1^{er} septembre 1919, ces propriétaires ou locataires, peuvent

ART. 11.

De voorrechten, hypotheeken en alle andere zakelijke rechten welke de krachtens deze wet verruilde onroerende goederen bezwaren, met uitzondering evenwel van de dienstbaarheden, worden van rechtswege teruggebracht op de perceelen aan den voormaligen eigenaar dezer goederen in ruiling toegevoerd.

ART. 12.

Op vertoon van het bewijs, waaruit blijkt dat het afgestaan of met opleggeld verruild onroerend goed vrij is van hypotheek, is de aangestelde bij de Consignatiekas gehouden, aan de rechthebbenden het bedrag te overhandigen van de in bewaring gegeven som, bijaldien er geen enkel derden-arrest noch yerzet bestaat.

Zoo het onroerend goed met hypotheeken of met alle andere zakelijke rechten belast is, kan de aangestelde bij de Consignatiekas dit bedrag slechts overhandigen op eisch van het gerecht of mits ontlasting van al de betrokken partijen.

ART. 13.

De akten verleden en vonnissen uitgesproken ter uitvoering van deze wet zijn vrij van alle fiscale rechten.

ART. 14.

Werden de verwoeste gronden door geallieerde legers noch door de openbare overheden opgeëischt en nemen de eigenaars of huurders er bezit van vóór 1 September 1919, dan kunnen deze eigenaars of huurders bij besluit van den

Texte proposé par la section centrale.

Tekst voorgesteld door de Widdensafdeeling.

ART. 11.

ART. 11.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

ART. 12.

ART. 12.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

ART. 13.

ART. 13.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

ART. 14.

ART. 14.

Comme ci-contre, sauf :

Zooals hiernevens, mits :

1^o à biffer les mots : « où des pouvoirs publics » ;1^o men de woorden : « noch door de openbare overheid » doet wegvallen ;2^o à remplacer : « le 1^{er} septembre 1919 » par « le 1^{er} janvier 1920 ».2^o men : « 1 September 1919 » vervangt door « 1 Januari 1920 ».

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

être autorisés par décision du Ministre de l'Agriculture à débarrasser leurs immeubles des haies, piquets, fils de fer, chevaux de frise, abris en béton ou en maçonnerie, tas de pierrailles, de cendrées ou de sable et autres encombrements analogues. Les matériaux provenant de ces opérations restent aux propriétaires ou locataires qui ont supporté la charge des travaux de déblaiement.

Minister van Landbouw worden gemachtigd om op hunne gronden de hagen, piketten, prikdraad, Friesche ruiters, betonnen of gemetselde dekkingen, steengruis, asch- en zandhoopen en andere soortgelijke hindernissen weg te ruimen. De bij deze wegruiming verkregen bouwstoffen blijven het eigendom van de eigenaars of huurders die den last van de wegruimingswerken hebben gedragen.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.
